



L'Euro
la dette
l'Euro numérique

Démocratie et souveraineté nationale

- L'Association Réflexions citoyennes est très attachée à la démocratie.
- Lors de nos précédents travaux (OMS, UE) nous avons montré que la souveraineté nationale est un préalable à l'existence d'une démocratie.
- La souveraineté est définie ainsi par Marie-France Garaud :
 - **Battre monnaie**
 - Faire les lois
 - Rendre la justice
 - Décider de la paix et de la guerre



L'Euro

Origine, construction, évolution



Avènement de l'Euro

L'Euro

➤ Avant l'Euro

- 1922 Les accords de Gênes (34 pays)
- 1944 Les accords de Bretton Woods (44 pays)
- 1971 La décision unilatérale qui change tout
- 1972 L'accord de Bâle (CEE)
- 1976 Système de changes flottants
- Comment passe-t-on d'un système de changes flottants à l'Euro
- Qu'est-ce exactement que l'euro

Les accords de Bretton Woods

- Avant la seconde guerre mondiale, les accords de Gênes avaient prévu de conditionner leur émission de monnaie à une contrepartie (une devise de référence convertibles en or La £ puis le \$).
- **En juillet 1944** mise en place des accords de Bretton Woods.
 - Ces accords établissent un système monétaire international centré sur le dollar américain convertible en or.
 - Les autres monnaies nationales ne sont plus directement indexées sur l'or mais ont un taux de change fixe avec le dollar
- En 1971 les États-Unis suspendent unilatéralement la convertibilité du dollar en or.

Avant l'Euro

- En réaction à la révocation des accords de Bretton Woods, l'Accord de Bâle de 1972 instaure le serpent monétaire européen
- Cet accord impose une limitation des fluctuations monétaires entre les pays membres de la Communauté économique européenne à $\pm 2,25\%$
- le 13 mars 1979 création d'un Système monétaire européen. L'ECU (European Currency Unit) succède au serpent monétaire, dans le but de figer les taux de change entre les monnaies européennes.

Création de l'union économique et monétaire

- L'acte Unique de 1986 fixe le calendrier
- En juin 88 annonce de la création de l'Union économique et monétaire
- 1992 le traité de Maastricht fixe les critères
- 1995 choix des maquettes des billets

Les critères de Maastricht

- En 1997 le pacte de stabilité et de croissance fixe les critères de Maastricht
 - Le déficit des administrations publiques **en dessous de 3%** du PIB
 - L'endettement public **en dessous de 60%** du PIB
 - L'inflation ne doit pas dépasser de plus de **1,5 point la moyenne de l'inflation dans les trois pays les plus performants** en termes de stabilité des prix
 - les taux d'intérêt à long terme ne doivent pas être **supérieurs de plus de 2 points à ceux pratiqués dans les trois pays ayant l'inflation la plus faible** (spread), l'objectif visé étant la convergence des taux
 - au moment de la signature du traité de Maastricht, était imposé un critère de stabilité du taux de change. Ce critère est devenu obsolète avec le passage à l'euro.
- En 1998 : le conseil de l'UE se réunit au niveau des chefs d'Etat et décide l'adoption de l'Euro

Construction de l'Euro

- 1^{er} juin 1998 création de la banque centrale européenne
- Le 1^{er} janvier 1999, 11 pays intègrent la zone Euro (sur 15) : La Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal et la Finlande
- La monnaie fiduciaire ne sera introduite qu'en 2002 (pendant la transition les prix seront exprimés dans les deux unités)
- La zone euro s'est agrandie avec l'entrée de la Grèce (2001), de la Slovénie (2007), de Chypre et de Malte (2008), de la Slovaquie (2009), de l'Estonie (2011), de la Lettonie (2014) puis de la Lituanie (2015) et La Croatie 1^{er} janvier 2023. Aujourd'hui, elle compte 20 pays
- Tous les pays européens ont vocation à intégrer la zone Euro sauf la Grande Bretagne (avant le Brexit) et le Danemark qui s'y sont opposés dès la signature du traité de Maastricht et qui bénéficient de clause d'exemption,
- La Suède s'y est opposée suite au référendum de 2003 au cours duquel le non l'a emporté. Cette exception est contraire aux traités

L'Euro système

- L'euro est une monnaie commune et non pas monnaie unique
- Chaque pays de la zone Euro a conservé sa banque centrale et la Banque Centrale Européenne est venue s'ajouter au système monétaire global.
- Ainsi, l'euro est un panier de 20 monnaies qui par convention portent le même nom et s'échangent au taux de 1 pour 1
- En Allemagne après la chute du mur, seule la Bundesbank a persisté.
- A l'arrivée de l'Euro, toutes les banques centrales nationales ont persisté. Ce sont les Allemands qui ont voulu qu'il en soit ainsi afin que l'Euro soit facilement réversible.



Supports de la monnaie

Monnaie fiduciaire

Monnaie scripturale

Monnaie banque centrale

Monnaie fiduciaire

Différentes pièces européennes de 1€ et 2€



France version 1 et 2 – Grèce, Irlande, Italie – Allemagne, Belgique, Luxembourg – Pays Bas, Portugal

Monnaie scripturale

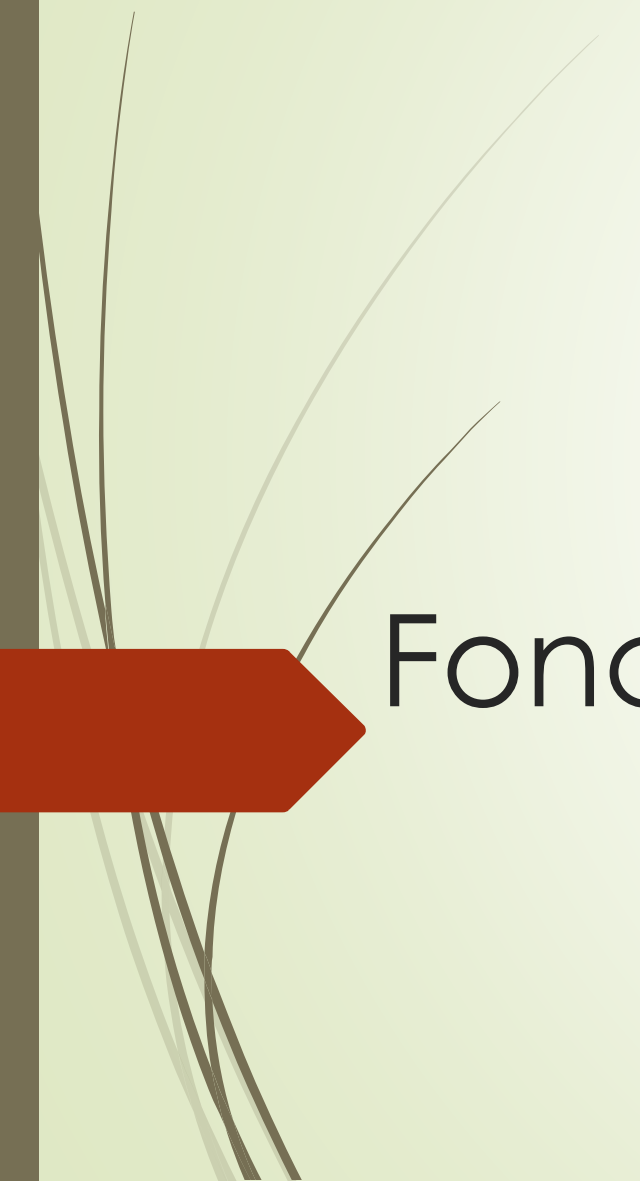
Afficher 50 par page Affichage de 1 à 12 sur 12

Date d'opération	Date de saisi	Description	Débit	Crédit
Nouveau solde au 22/09/2021				279,85
16/04/2021	16/04/2021	Restitutio ad...	-	6,90
30/01/2021	05/01/2021	Necessitatibus rependerit apertum.	-	1,39
16/12/2020	16/12/2020	Quod ex magis.	-	1,43
14/12/2020	11/12/2020	Exemplum voluptatis.	-	9,46
16/11/2020	14/11/2020	Natura ipsa...	-	0,09
14/11/2020	14/11/2020	Et et odio.	-	3,32
11/11/2020	11/11/2020	Yentata odorem facilis.	-	6,94
01/10/2020	01/10/2020	Possessum adprobi natus?	-	4,62
03/08/2020	03/08/2020	Habemus nihil quod.	-	2,47
13/07/2020	13/07/2020	Laudantium odorem illud?	-	1,76
06/07/2020	03/07/2020	Sapientia ex adprobi.	-	7,90
01/07/2020	30/06/2020	Voluptatem odit repellat?	-	7,99
Ancien solde au 01/07/2020				231,67

- Lorsqu'un compte bancaire fait apparaître un solde de +100 €, cela signifie que la banque reconnaît vis-à-vis de vous une dette de 100 €
- Si ce solde est de -100 €, cela signifie que vous avez une dette vis-à-vis de la banque, elle vous facture des intérêts
- Dans les deux cas, il s'agit d'une écriture dans sa comptabilité qui n'a pas de contrepartie physique

Monnaie banque centrale

- Les banques centrales de chaque pays émettent deux types de monnaies
 - Des pièces et des billets qui circulent dans le pays (monnaie fiduciaire)
 - Une monnaie scripturale qui circule entre les banques centrales (exemple Banque de France) des pays et entre les banques centrales et les banques commerciales (exemple Crédit Agricole, Société générale, BNP etc)



Fonctionnement des échanges

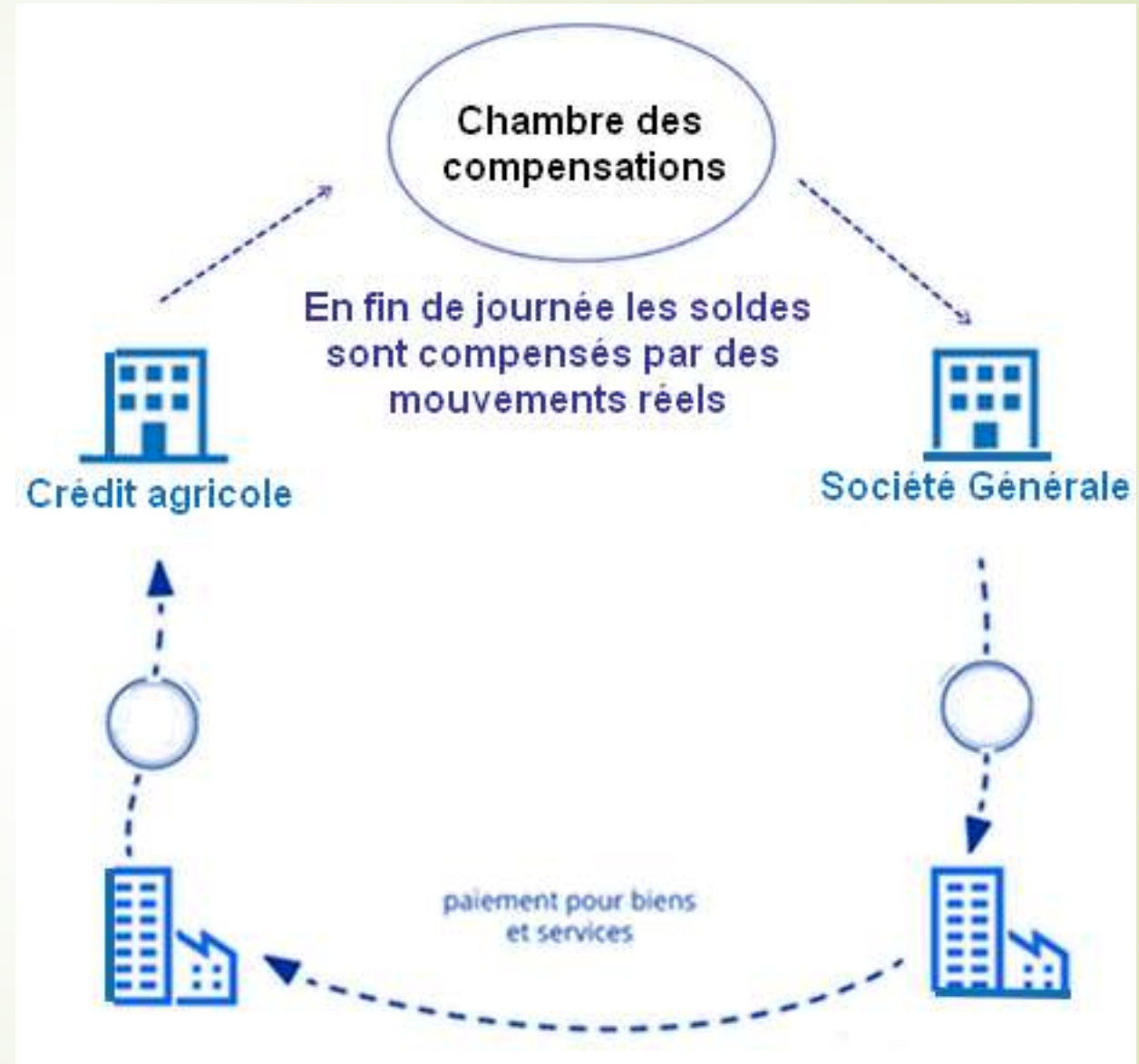
Avant l'Euro à l'intérieur d'un même pays

➤ Avant dématérialisation

- Les compensations entre banques commerciales s'effectuaient en fin de journée
- Cela se concrétisait par des mouvements réels sur les comptes des banques commerciales à la banque de France

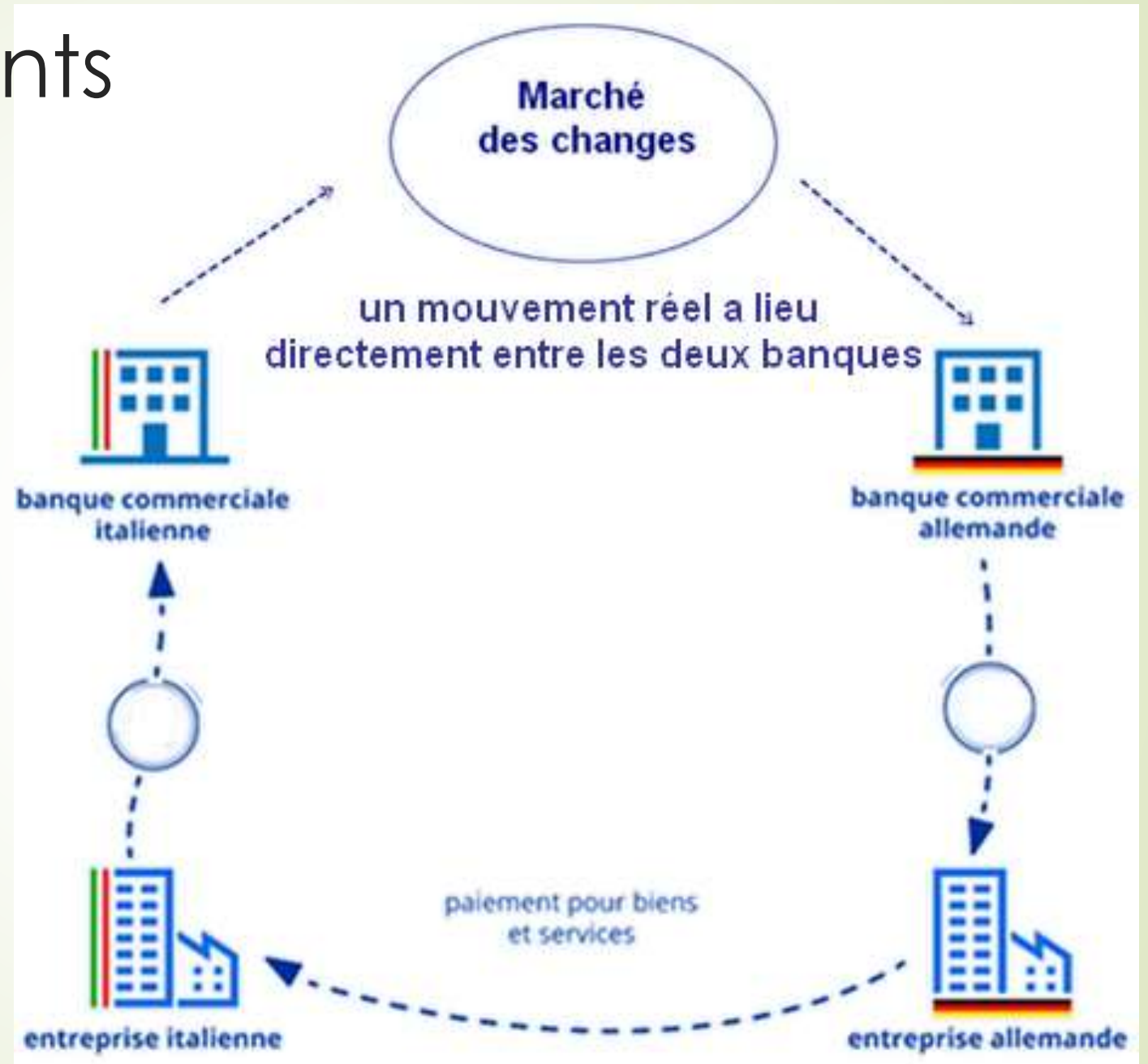
➤ Après dématérialisation

- Les comptes des banques commerciales s'ajustent de la même manière mais de manière strictement numérique sans transfert des chèques traites, billets à ordre d'une banque à l'autre.



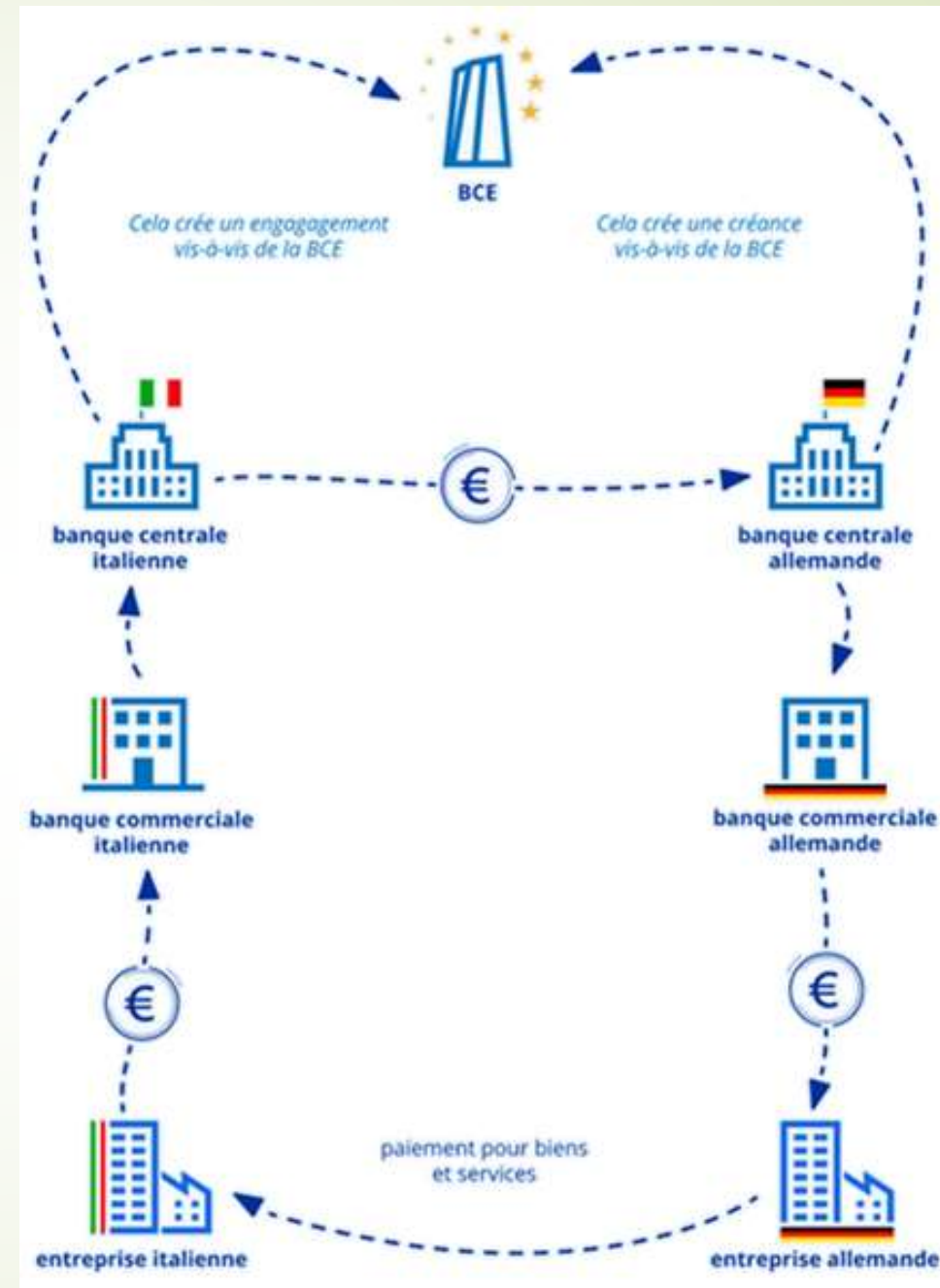
Entre pays différents

- Les taux de change évoluaient en conséquence des échanges au jour le jour.
- Les monnaies s'appréciaient ou se dépréciaient les unes par rapport aux autres en fonction de leurs balances de paiement.

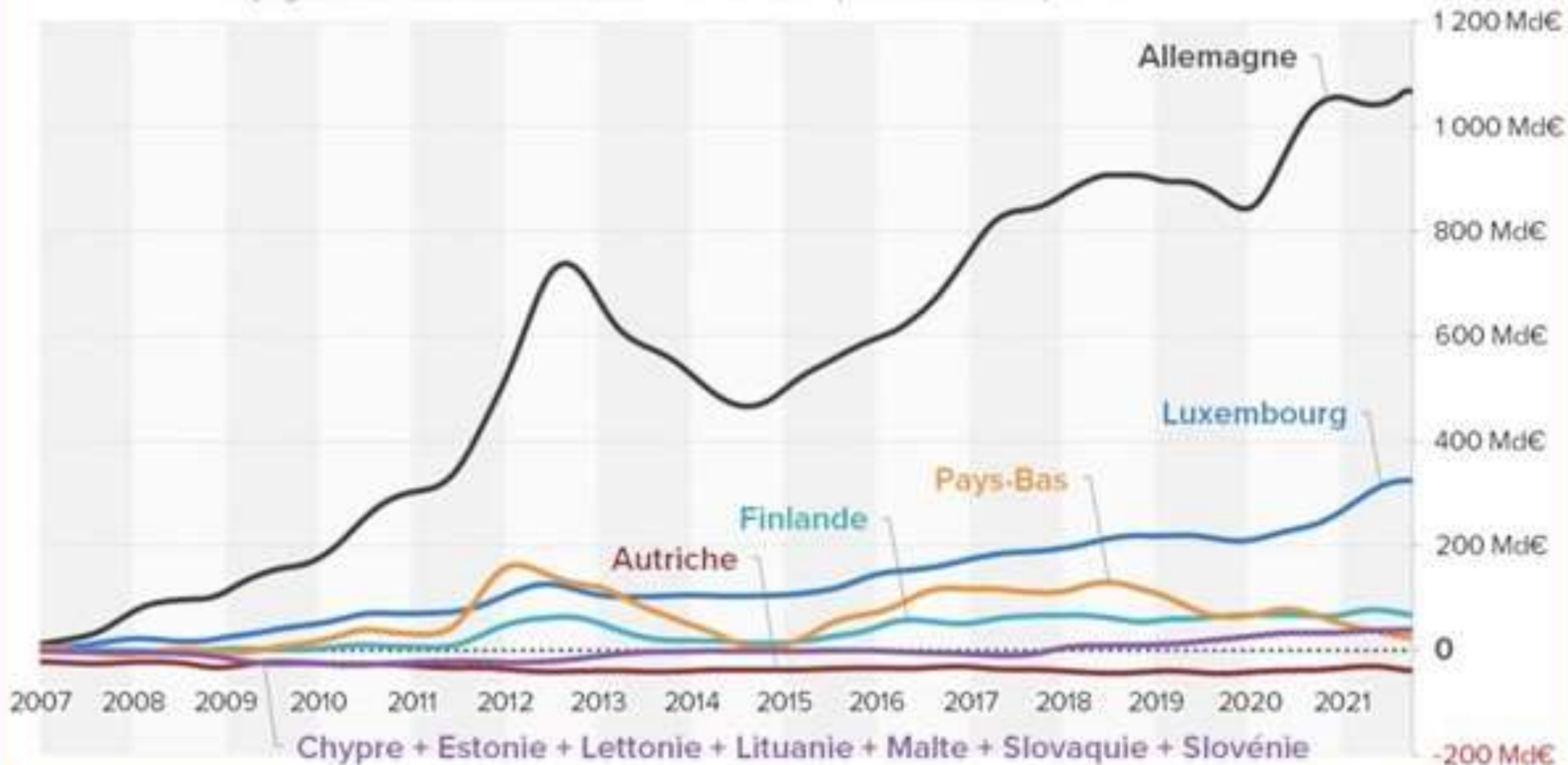


Avec l'Euro

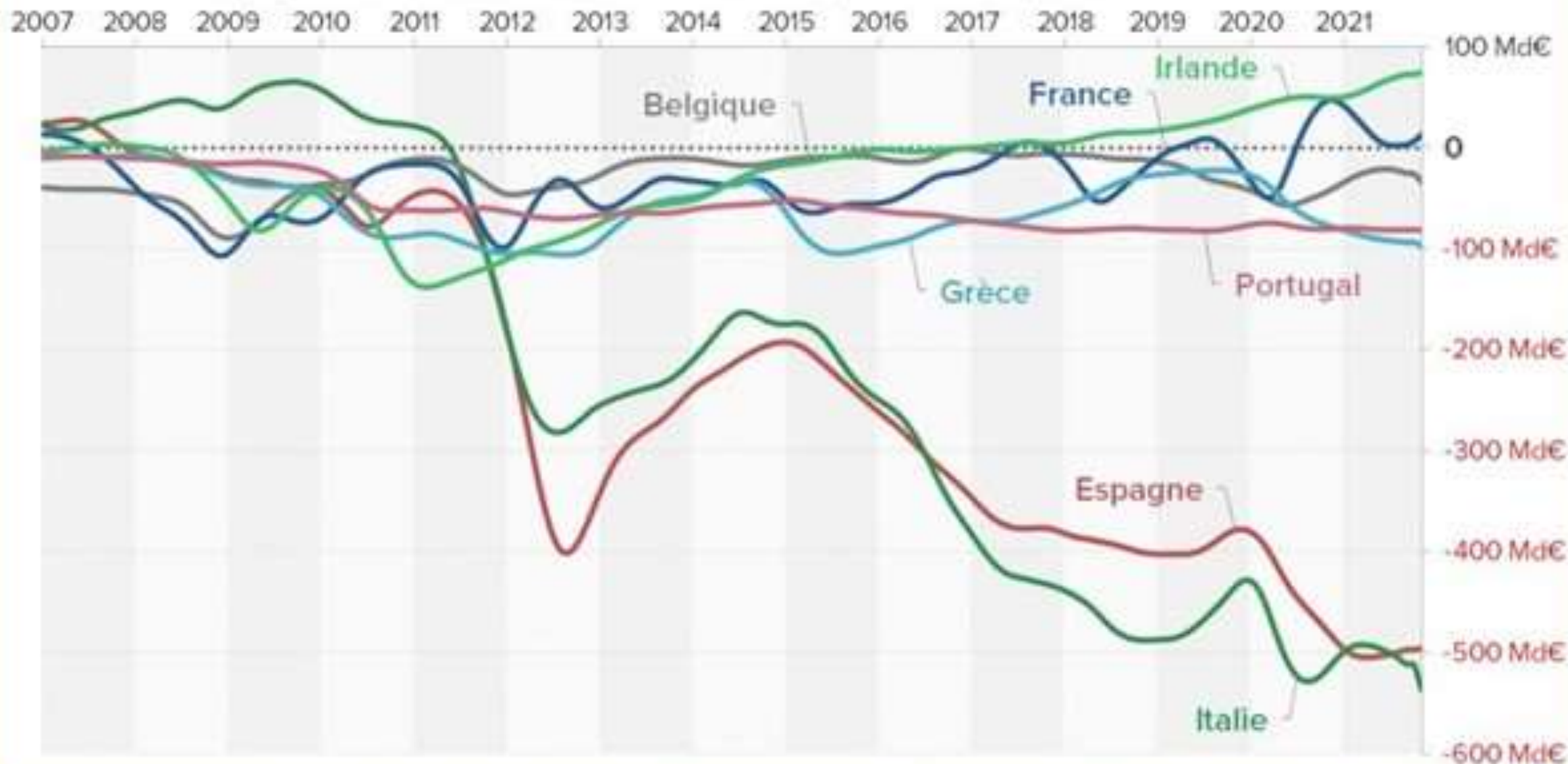
- Les transferts entre banques commerciales passent par les banques centrales
- Il n'y a plus de compensations au jour le jour
- Les soldes entre banques centrales sont inscrits dans les comptes de la BCE
- Les reconnaissances de dettes entre banques centrales s'accumulent à la BCE



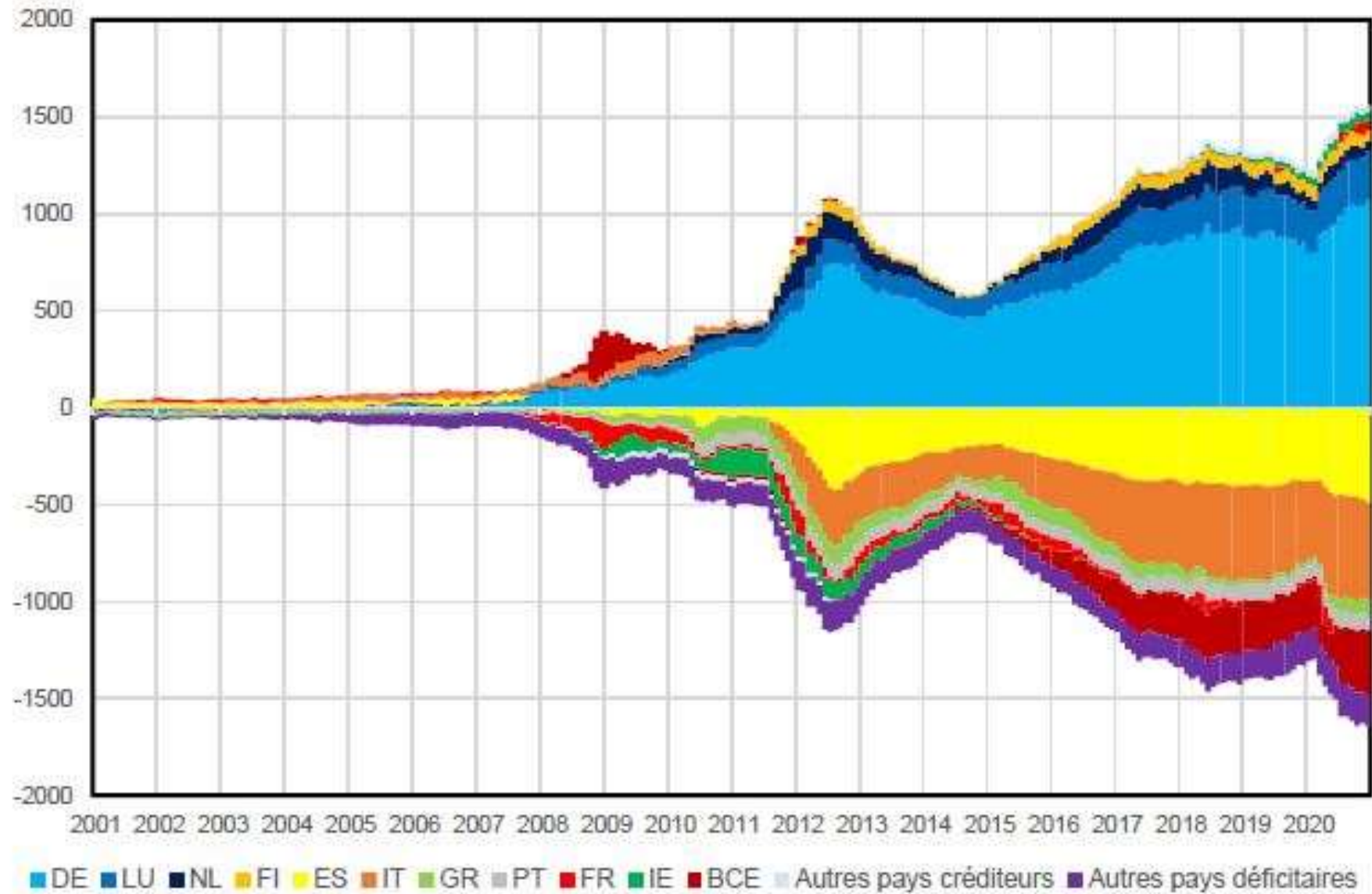
Pays généralement créditeurs. Lissé | Source: Banque Centrale Européenne



Pays généralement débiteurs. Lissé | Source : Banque Centrale Européenne



Évolution des soldes TARGET2 (en Md€)



Source : BCE.

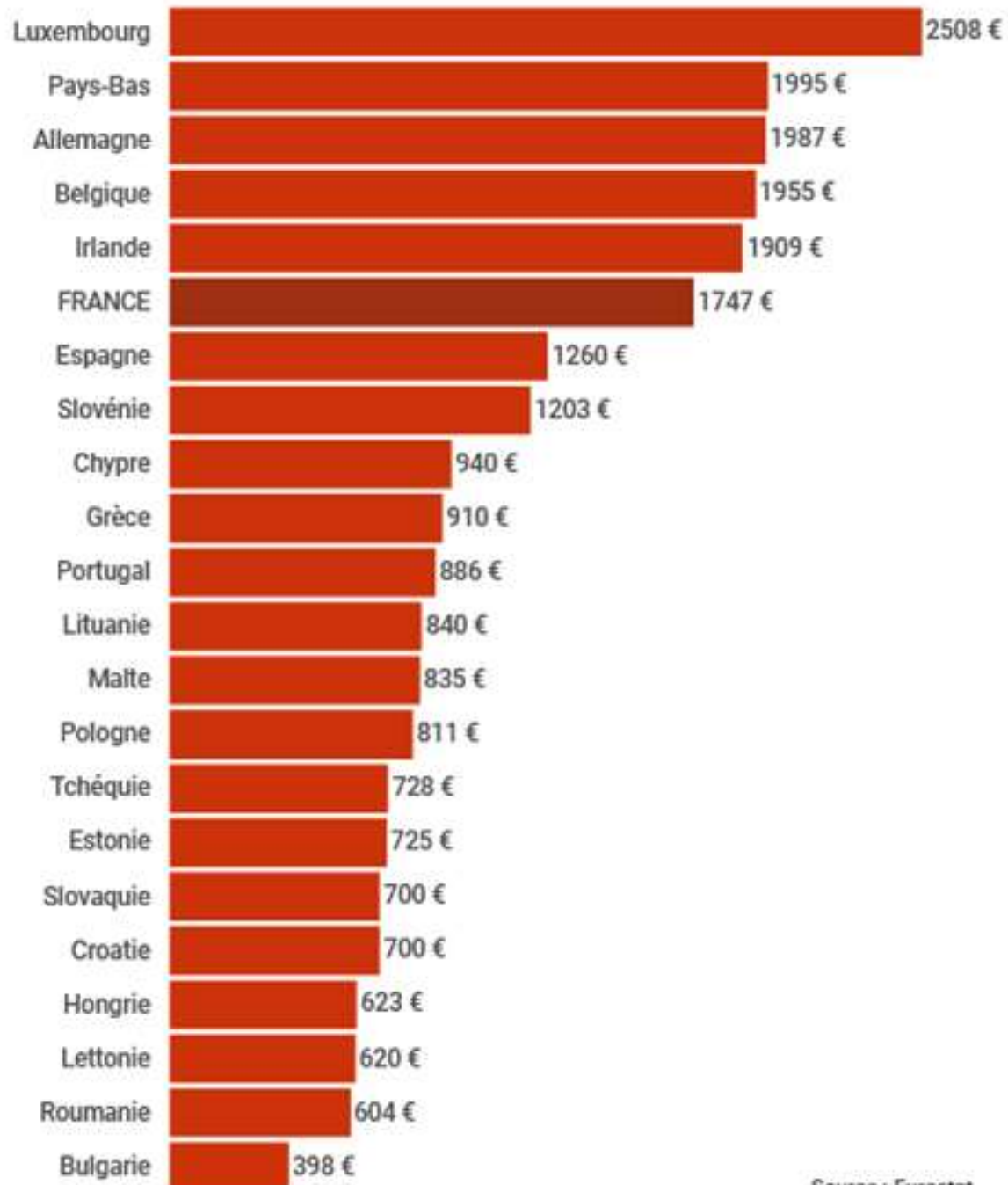
Les conditions pour que l'Euro fonctionne (Mundell)

- ➡ Robert Mundell, Canadien, est le concepteur de l'Euro.
- ➡ On lui doit également le concept de zone monétaire optimale dont les critères sont :
 - ➡ Intégration des marchés (marché unique, nombreux échanges sans entrave)
 - ➡ Mobilité des facteurs de production (notamment la main d'œuvre)
 - ➡ Capacité à absorber des chocs asymétriques (solidarité entre les régions (catastrophe naturelle, chômage etc.))
- ➡ Pour que l'Euro fonctionne il faudrait que tous les pays de la zone euro aient le même budget, la même fiscalité, les mêmes niveaux de vie et des économies comparables.

Effondrement de l'Euro (Stiglitz)

- En 2016, Joseph Stiglitz (prix Nobel) pense que l'euro pourrait s'effondrer en 2017
 - « L'euro a été introduit en 2002, mais **les fissures de l'accord monétaire, qui a commencé en 1999, sont devenues évidentes avec la crise financière mondiale de 2008. Les économistes avaient prédit que le test de l'euro se produirait lorsque la région subirait un choc.** L'Europe a eu la malchance de faire face à un tel choc venant d'outre-Atlantique si peu de temps après sa création. Vers 2010, la crise de l'euro est devenue totale, avec des taux d'intérêt sur la dette souveraine de la «périphérie» – la Grèce, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal – qui ont atteint des niveaux jamais connus. »
 - « Pour que le système de la monnaie unique fonctionne, **il faut qu'il y ait plus d'Europe, plus de solidarité. Plus de volonté des pays les plus forts d'aider les pays les plus faibles.** Plus de volonté de créer des institutions comme une assurance-dépôts commune et **un régime de chômage commun** – plutôt que la situation à mi-chemin actuelle, qui n'est tout simplement pas viable. Mais les échecs de la zone euro rendent de telles réformes de plus en plus difficiles. »

Disparité de SMIC



Source : Eurostat



Intérêt des Américains pour l'Euro

Est-ce que l'Euro est bien pour nous ?

AMGOT (Allied Military Government of Occupied Territories)

- AMGOT (= gouvernement militaire allié des territoires occupés) composés d'administrateurs britanniques et américains
- Le **6 juin 1944** les américains débarquent avec une monnaie, l'AMGOT, qu'ils imposent dans les territoires **occupés** (Allemagne Italie etc.) mais aussi en France.
- Cette monnaie refusée par le général de Gaulle circulera très peu en France et sera définitivement abandonnée en 1947



Réunion secrète au département d'Etat

- En 1965 une étape importante de la construction européenne intervient avec le regroupement de trois entités dans la CEE
- Dans le même temps, Robert Marjolin (vice président de la CEE sous Walter Hallstein) assiste à une réunion au département d'Etat américain au cours de laquelle il est convenu de créer une monnaie unique européenne
- Robert Marjolin, pressé par les américains, estime que le volume des échanges entre pays européens imposera progressivement une monnaie commune, il suffit d'attendre
- C'est seulement en 1999 que l'euro est mis en place en s'appuyant sur les travaux de Robert Mundell (prix Nobel d'économie en 1999) qui n'est pas européen

Intérêts américains pour le sauvetage de l'Euro

Mr Geithner goes to Europe

Le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, appelle les Européens à mettre un terme aux "propos inconsidérés" sur un possible démantèlement de l'euro. Selon l'agence Reuters,

Quand le Trésor américain rappelle les Européens à l'ordre

16/09/2011

La Tribune

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/>

20110915trib000649515/quand-le-tresor-americain-rappelle-les-europeens-a-l-ordre.html

Suite ...

Mr Geithner goes to Europe

viktorianischen Stil, diskutierten die Finanzminister über Euro-Krise und Weltkonjunktur. Das gut einstündige Treffen kam auf Initiative der Amerikaner zustande. Und deren Anliegen ist klar: Aus Sicht der USA tut die Bundesregierung zu wenig, um eine weitere Eskalation der Euro-Krise zu verhindern.

JS-Finanzminister Geithner bei Schäuble:
Heimgesucht auf Sylt

30/07/2012

Der Spiegel

<http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/euro-krise-was-geithner-von-schaeuble-fordert-a-847194.html>

**Timothy Geithner
rencontre Wolfgang
Schäuble.**

Cette réunion, qui a duré une heure et demie est venue à l'initiative de l'Américain, et son objectif a été clair : **du point de vue des Etats Unis, le gouvernement fédéral allemand fait trop peu pour éviter une escalade supplémentaire de la crise de l'Euro**



La dette française

Fabrication de la dette

- ➡ Qu'est ce qui a changé en 73 ?
- ➡ La dette d'un Etat est-elle différente d'une dette pour un particulier ?
- ➡ Différence entre « bonne dette » et « mauvaise dette »
- ➡ Qui détient la dette de la France
- ➡ Dégradation de la note de la France par les agences de notation
- ➡ Quelles conséquences pour la France
- ➡ Un Etat peut-il faire faillite ?

Qu'est ce qui a changé en 73 ?

- Auparavant le gouvernement de la France empruntait à la banque de France (nationalisée par le Général de Gaulle) à taux zéro et remboursait en fin d'exercice après avoir prélevé l'impôt
- Depuis La loi n° 73-7 du 3 janvier 1973, Georges Pompidou (ancien banquier d'affaires chez Rothschild) a décidé d'emprunter majoritairement sur les marchés
- C'est devenu irréversible avec l'adoption de l'Euro puisque les banques centrales ne peuvent plus prêter aux Etats membres (c'est interdit par les traités)

La dette d'un Etat est-elle différente d'une dette pour un particulier ?

- Oui parce qu'un Etat ne meurt pas, il peut donc contracter des dettes à long terme et repousser le remboursement indéfiniment
- Néanmoins l'histoire à montré qu'un Etat peut répudier sa dette
 - emprunt Russe = assignats par exemple
 - L'Islande et la Grèce ont frôlé la faillite après la crise de 2008

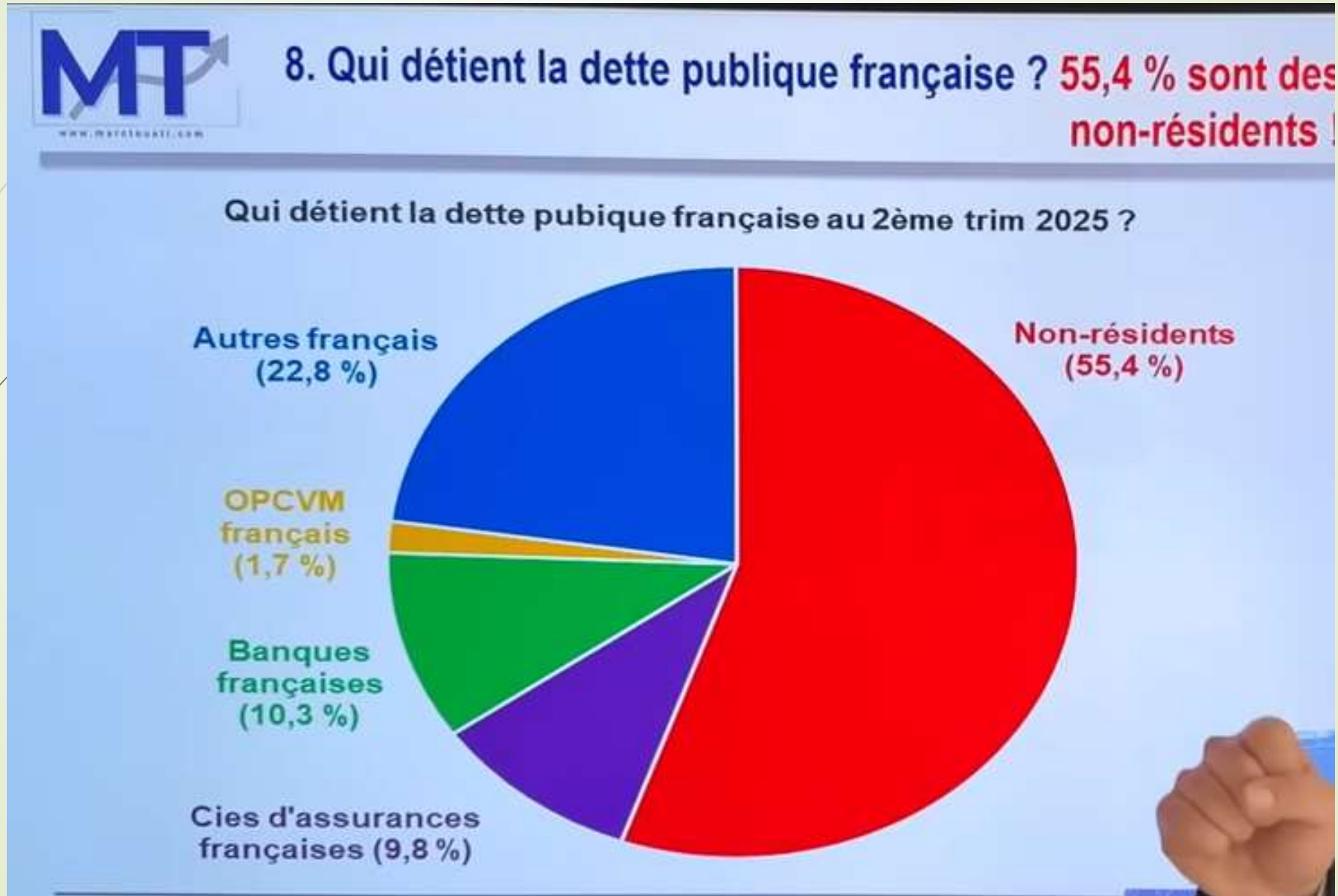
« Bonne dette » et « mauvaise dette »

- Une « bonne » dette est une dette contractée pour réaliser un investissement qui créera des ressources susceptibles de rembourser la dette et au-delà.
- Une « mauvaise » dette est une dette à fonds perdu contractée pour effectuer des dépenses courantes

Qui détient la dette de la France

- Quand l'Etat français emprunte, il émet des Obligations Assimilables du Trésor (OAT)
- Les investisseurs les achètent en contrepartie d'un intérêt
- La dette française est aujourd'hui détenue à 55% par des intérêts étrangers.
- Mais les petits porteurs français en détiennent aussi notamment à travers les assurances vie.
- Cette dette est pour l'essentiel libellée dans la monnaie du pays, la France a très peu de dettes en monnaie étrangère

Qui détient la dette française (Marc Touati)



Rôle des agences de notation

- Leur rôle est de noter les dettes souveraines des Etats en fonction du risque plus ou moins élevé révélé par les indicateurs économiques
- **Les principales sont**
 - **Fitch,**
 - **Moody's**
 - **Standard and Poors**
- Plus la note est faible plus le risque est élevé et plus les taux d'intérêts augmentent
- En dessous de AA les investisseurs institutionnels ne peuvent plus acheter la dette d'un Etat, leurs statuts le leur interdisent
- Or la France est obligée de s'endetter quotidiennement ne serait-ce que pour rembourser les intérêts de la dette qui sera bientôt le plus gros poste du budget de l'Etat

Le système de notation des principales agences



15. La dette publique française tombe dans la catégorie moyenne et c'est encore trop sympa !

	Fitch	S&P	Moody's	Note sur 20
Première qualité	AAA	AAA	AAA	20
Haute Qualité	AA+	AA+	Aa1	18
	AA	AA	Aa2	16
	AA-	AA-	Aa3	14
Qualité moyenne	A+	A+	A1	12
	A	A	A2	11
	A-	A-	A3	10

	Fitch	S&P	Moody's	Note sur 20
Qualité moyenne inférieure	BBB+	BBB+	Baa1	8
	BBB	BBB	Baa2	6
	BBB-	BBB-	Baa3	4
Spéculatif	BB	BB	Ba	3
Très spéculatif	B	B	B	2
Ultra spéculatif	CCC	CCC	Caa	1
En défaut	D	D	C ou D	0

Dégradation de la note de la France

- ➡ La France est passé de AA- à A+ chez Fitch
- ➡ Idem chez Standard & Poors par anticipation
- ➡ Au 29 octobre 2025 Moody's n'a pas dégradé la note de la France mais indique une perspective négative (Aa3 = AA-)
- ➡ Conséquences prévisibles à court ou moyen terme : Les taux auxquels la France emprunte vont augmenter
- ➡ L'instabilité politique de la France ajoute à la défiance des marchés

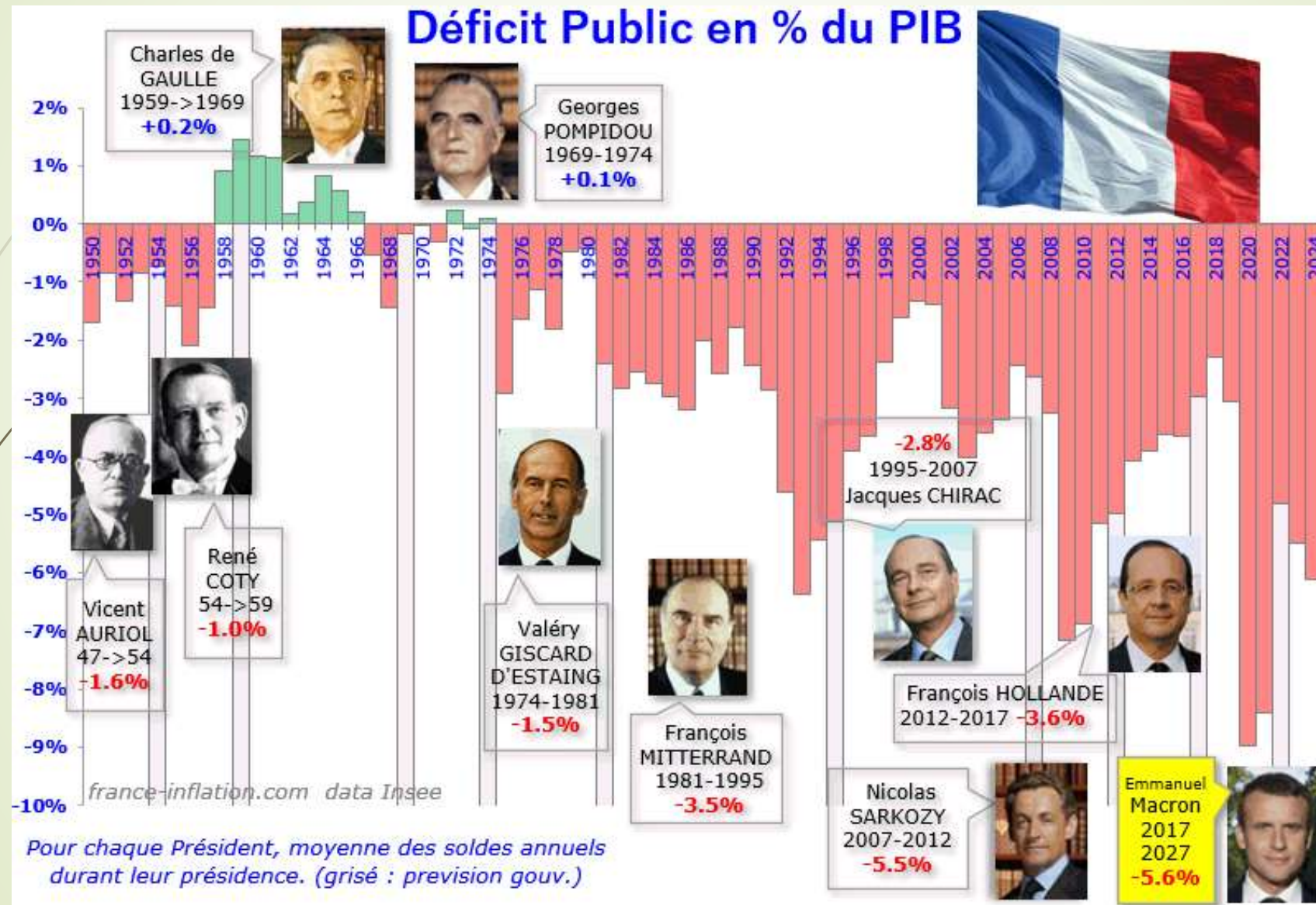
Marc Touati (8 octobre 2025)



Nature de la dette

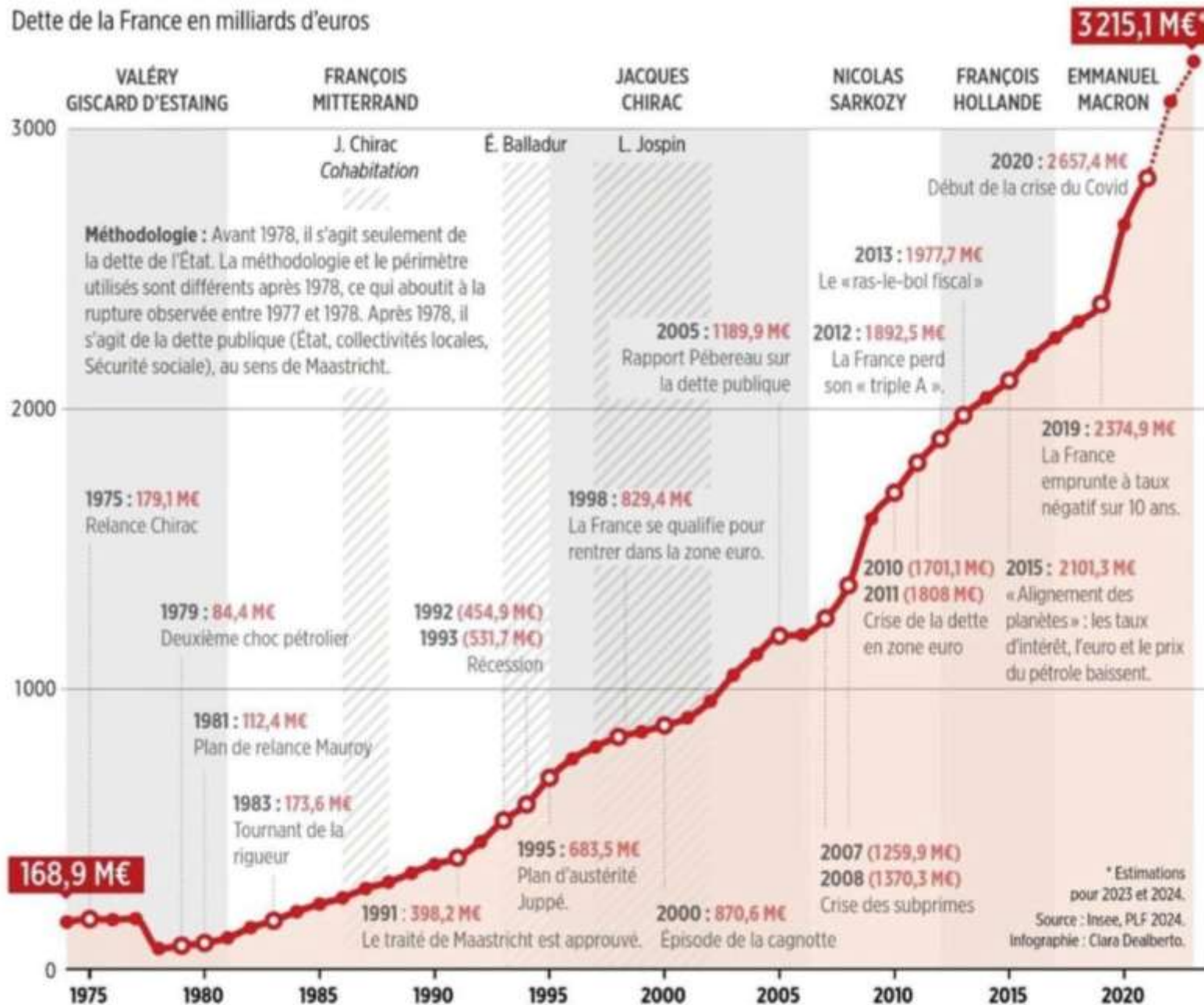
- Aujourd'hui la France emprunte pour payer les intérêts de la dette ce n'est pas une gestion raisonnable
- Le budget consacré au remboursement de la dette est supérieur au budget des armées
- Il atteindra bientôt le niveau du budget de l'Education nationale

Evolution des budgets



Dette de la France

Dette de la France en milliards d'euros



Horloge de la dette

- ➡ Evolution sur 20 secondes de la dette et de la charge de la dette
- ➡ Enregistrement le 7 octobre 2025 à 18 heures
- ➡ En 2024, le budget global de la France
 - ➡ Dépenses : 1 670,2 milliards €
 - ➡ Recettes 1 501,6 milliards €
 - ➡ Déficit de 168,6 milliards €
 - ➡ Dont intérêts : 50 milliards €





Un Etat peut-il faire faillite ?

Répudiation de dette par les Etats

- Les dettes souveraines peuvent être répudiées : la Russie soviétique avait répudié la dette des Tsars détenue par beaucoup de petits porteurs français. Cela n'avait pas été apprécié.
- Une dette « odieuse » est une dette contractée par exemple par une dictature. Exemple la dette pour financer l'apartheid en Afrique du Sud. Ces dettes sont généralement répudiées par les démocraties qui suivent, sans conséquence trop négatives de la part de la communauté internationale.

Exemple de l'Islande (Etat Souverain) :

- En 2007 les Islandais ont le niveau de vie le plus élevé au monde après les Norvégiens, tous leurs indicateurs sont très positifs
- En 2008 la crise financière entraine la faillite des 3 plus grosses banques islandaises qui avaient pris des risques sur les marchés étrangers. L'Etat les nationalise.
- Conséquence : dévaluation importante de la monnaie, inflation importante les taux d'intérêts passent à 15%
- Finalement en seulement huit ans, l'Islande est passée de la faillite à une reprise économique quasi complète. En 2017, son PIB était revenu à son niveau d'avant-crise, avec un taux de chômage tombé à 1,5 %.

**Notations de la dette
souveraine islandaise
(long-term foreign currency)**

Agency	29 sept. 08	10 oct. 08
Fitch	A+	BBB-
Moody's	Aa1	A1
R&I	AA	BBB-
S&P	A-	BBB

Exemple de la Grèce (Etat de la zone Euro)

- Bien qu'intervenant à la même période, la crise grecque est d'une autre nature.
- Les finances grecques sont déjà dégradées lorsque la crise intervient à cause d'un déficit budgétaire important à cause d'un Euro trop fort pour l'économie grecque qui ne lui permet pas d'exporter dans de bonnes conditions.
- La Grèce n'étant pas maîtresse de sa monnaie elle n'a pas pu imiter l'Islande et sa situation s'est détériorée.
- Finalement la « troïka (BCE, FMI, commission européenne) est principalement intervenue pour sauver les banques européennes (Crédit Agricole notamment)
- La mise sous tutelle de la Grèce est intervenue, exigeant la vente des principaux actifs grecques (ports, aéroports, sites touristiques etc.) ce qui ne lui permet pas de remonter la pente.
- Aujourd'hui le PIB de la Grèce n'est pas revenu à son niveau d'avant 2008,

La France se trouve aujourd'hui peu ou prou dans la situation de la Grèce

- Dans la mentalité française, il est admis que
 - Chacun cotise en fonction de ses revenus
 - Et bénéficie de prestations selon ses besoins
- Autre spécificité française qui ne convient pas : la retraite par répartition.
- Or l'Union européenne essaie d'imposer aux pays de la zone Euro une convergence des économies qui ne va pas dans ce sens, l'UE cherche en particulier, à nous imposer une retraite par capitalisation avec un âge de départ à 70 ans.
- Comment l'Union Européenne s'y prend pour forcer la convergence entre les pays de la zone Euro ?
 - En imposant (article 121 du TFUE) les grandes orientations des politiques économiques (GOPE) qui exigent un certain nombre de réformes (la réforme des retraites en est un exemple)
 - Chaque pays de la zone propose un Plan budgétaire et structurel à moyen terme (PMST) qui peut être validé ou refusé par l'Union européenne s'il ne respecte pas suffisamment les GOPE.
 - Une pénalité maximale de 0,1% du PIB est prévue dans le cas où les GOPE ne seraient pas respectés. Pour la France cela représente 4 milliards d'euros,

Répudiation de dette par la France ?

- Si la France devait répudier sa dette les petits porteurs français en pâtiraient autant que les investisseurs étrangers (argent placé par des particuliers, assurances vie etc.)
- Les conséquences sur les marchés financiers seraient délépétères sauf à considérer qu'il s'agit d'une dette odieuse

A quoi sert un endettement minimal

On retiendra
« il fallait mettre au moins
en équilibre la balance de
nos paiements. »

En 1958 :
Total des réserves : 630 M\$
Total dettes : 3,3 MM\$
dont 1MM à CT

En 1966
Total des réserves 5,5MM\$
Total dette : 450 M\$ à LT

**« Dans le domaine
international nous pouvons
négocier sans que qui que
ce soit n'ait aucune prise
sur nous. »**



Covid et accélération de la dette française

- Au cours de la crise covid la dette française s'est accrue selon les sources de 700 milliards € à 840 milliards d'euros
- Dont 300 milliards d'euros au titre de l'année 2020 suite au confinement (aide aux entreprises, chômage partiel)
- Au total sous Macron la dette française est passée de
 - 2321 milliards d'euros en 2017
 - 3435 milliards d'euros en 2025

Décisions européennes au moment de la crise Covid qui pèsent sur le budget et l'endettement de la France

- Les rachats d'actifs par **la Banque centrale européenne**, en principe interdits par les traités (article 123 du TFUE) ont été massifs dans le but d'éviter une hausse des taux sur les dettes publiques : au total **1850 milliards** d'euros sur 2020, Les garde-fous qui avaient permis à l'Allemagne de les accepter sont dépassés (PEPP = Bazooka 1 et 2 puis 3) Ce plan est attaqué au tribunal de Karlsruhe.
- Prêts de la BCE aux banques de dépôt à taux négatifs (TLTRO III) 1300 à 1500 milliards d'euro dont 540 milliards net sont concernés et 742 banques en ont bénéficié,
- Plan Marshall européen 540 milliards d'euros
 - **Le mécanisme européen de stabilité** a été mobilisé à hauteur de 240 milliards sur 700. La France y a contribué en 2012, 2013, 2014 à hauteur de 147 milliards d'euros
 - La **Banque européenne d'investissement** a doublé le montant des prêts habituellement accordés aux PME.
 - 100 milliards d'euros ont été mobilisés sur **le budget de l'UE** pour financer le chômage partiel
 - **250 milliards** d'euros de prêts et **500 milliards** d'euros de subventions sous condition (réforme des retraites) financés **par une dette européenne** la France bénéficie de 40 milliards d'euros et en remboursera 80 de 2028 à 2058 (Moment Hamiltonien)

Après la crise covid

- La dette française se creuse d'elle-même par la charge (les intérêts) qu'elle génère.
- D'ores et déjà la charge de la dette est supérieure au budget des armées et avoisinera prochainement le budget de l'Education Nationale si on continue sur la même pente.
- Le climat (destruction de l'industrie notamment automobile), la guerre en Ukraine (21 milliards d'euros de la France et 167 milliards d'Euro de l'UE), le réarmement de l'Europe sont autant de motifs qui accentuent la dette de la même manière, qu'au cours de la crise covid.
- Le plan de relance de l'économie imaginé par Mario Draghi porte sur 800 milliards d'emprunt européen,
- Les économies proposées par Bayrou ou Lecornu ne sont rien en regard du gouffre béant dû à notre appartenance à l'UE.

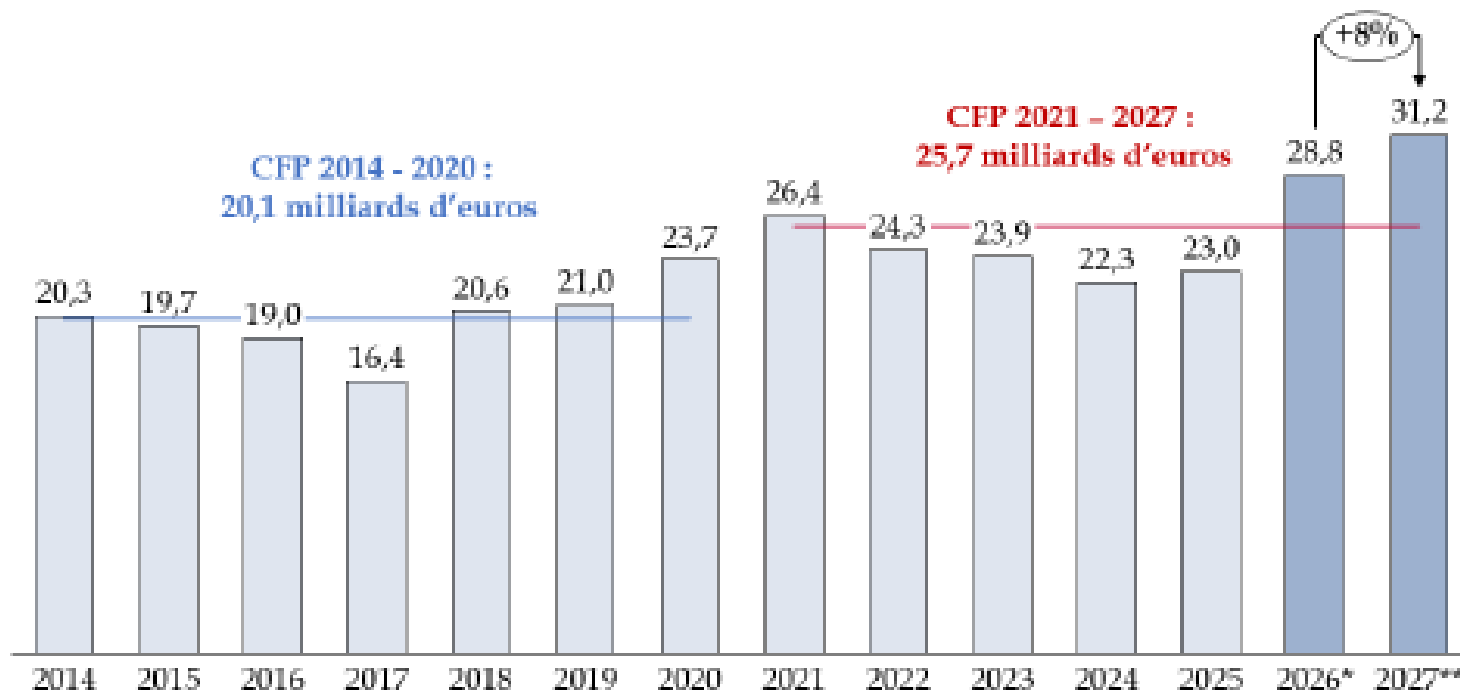
Aujourd'hui

- Le budget de l'UE ne cesse d'être augmenté depuis la crise covid, prochaine augmentation prévisible 86%. La France contribue à hauteur de 20%
- Selon Véronique Besse (députée NI) : En 2024, notre pays a versé 22 milliards d'euros au budget européen, en 2025, 23 milliards, avant d'atteindre 30 milliards, en 2026. « Je suis contre l'UE telle qu'elle s'est dévoyée »
- Le budget de la PAC ne cesse de diminuer depuis la sortie du Royaume Uni de l'UE. Prochaine baisse prévisible 25%. La PAC est la plus grosse ligne de dépense de l'UE et la France en est le principal bénéficiaire.
- En conséquence la part de la contribution nette de la France va considérablement augmenter
- Par ailleurs la dette européenne explose : 900 milliards d'euros, la France remboursera au prorata de sa participation au budget de l'UE.

Participation de la France au budget européen selon le Sénat

Évolution du montant du prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne

(en milliards d'euros, en euros courants)



Note : * PLF 2026 ; ** estimation de la direction du budget

Source : commission des finances du Sénat, d'après la documentation budgétaire

L'augmentation observée est **même inférieure aux attentes**. Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2025, l'administration économique et financière française estimait en effet qu'une très forte hausse du prélèvement sur recettes était à prévoir pour les années 2026 et 2027, avec des prélèvements sur recettes **attendus respectivement à hauteur de 30,4 milliards d'euros et 32,4 milliards d'euros**.

On lit dans la presse que la France versera une contribution réduite de 1,6 milliards d'euros par rapport à ce qui était prévu, La hausse par rapport à l'année précédente est de 5,8 milliards d'euros

Autres coûts liés à l'appartenance de la France à l'UE

- Contribution au budget européen (différence entre contribution et bénéfice)
- Co-financement
- Condamnation pécuniaires (exemple budget agricole 2025 4 milliards d'euros dont 40 millions d'euros de sanctions pour non respect des normes européennes en matière agricoles)
- En cas de non observation des GOPE, la France risque jusqu'à 4 milliards d'euros de sanctions pécuniaires. Cela n'est jamais arrivé, nous nous conformons à tout ce qui est exigé.
- Coût des normes pour l'Etat et les collectivités territoriales (9 milliards d'euros en 2008 selon Christophe Beaudouin)
- Coût d'application des normes pour les entreprises (30 milliards d'euros en 2008 selon Christophe Beaudouin)
- Selon l'IFRAP,
 - Contribution de la France à l'UE : +73,7% entre 2017-2027
 - le niveau de risque porté par le budget européen a presque quadruplé entre 2019 et 2024, passant de 91 milliards d'euros à 342 milliards d'euros soit une hausse moyenne de 30 % par an

Poids des normes administratives (IFRAP)

	Année	En milliards €	
Estimation de la charge administrative européenne	2007	123,8	Estimation initiale de la Commission avant le lancement du programme ABR et de l'objectif de baisse de -25% du poids des normes.
Estimation de la charge administrative européenne	2012	91,3	Suite à la baisse effective du poids des normes de 30,5%
Estimation de la charge administrative européenne	2022	120	Estimation de la Fondation suite à l'annonce de la Commission d'une nouvelle baisse du poids des normes à venir de -25% en 10 ans.

Alors que le PIB de la France représente 17% de l'Union, on peut estimer que la part des charges administratives européennes pesant sur notre pays est de 20 milliards d'euros.

Part de la France (IFRAP)

	En % du PIB	En milliards € (2021)	Potentiel d'économies en milliards (2021) sur la base d'une réduction de -25 % des charges administratives
Estimation de la charge administrative reposant sur les entreprises	3 à 3,5 %	75 à 87 milliards	18 à 21 milliards
Estimation de la charge administrative reposant sur les collectivités et les particuliers	0,5 à 1 %	12 à 25 milliards	3 à 6 milliards
Estimation de la charge administrative totale	3,5 à 4,5 %	87 à 112 milliards	21 à 28 milliards

IFRAP : surtranspositions françaises

- Côté français, 1 directive européenne sur 4 fait l'objet d'au moins une mesure de surtransposition « avec un effet pénalisant ».
- Or, seulement 29% des surtranspositions françaises finissent par être adoptées au niveau européen,
- Ce qui veut dire que dans 71% des cas, nous ajoutons de la norme sur la norme.

Comment réduire la dette de la France

- Il faut non seulement des budgets en équilibre mais il faut dégager des excédants.
- Pour cela 2 solutions
 - Augmenter les recettes
 - Diminuer les dépenses
- François Bayrou ou Sébastien Lecornu proposent de réduire non pas la dette mais l'augmentation de la dette. Ce qui veut dire que nous continuerons à nous endetter.
- Aujourd'hui la France emprunte quotidiennement pour payer les intérêts de la dette.

Les solutions

➤ Répudier la dette française :

- Cela privera la France de tout nouvel emprunt auprès des investisseurs
- Les petits porteurs français qui, directement ou indirectement (assurance vie), détiennent une partie de la dette française seraient lésés
- Nous entrainerions toute la zone euro dans la chute et les instances européennes ne nous laisseraient pas faire (ils interviendraient comme ils l'ont fait en Grèce)

➤ Reprendre notre souveraineté monétaire (sortir de l'Euro)

- Cela permettrait au franc nouveau de se déprécier par rapport à l'Euro résultant d'environ 15%
Mécaniquement cela s'accompagnerait :
 - D'une réduction des importations (les produits étrangers seraient plus chers)
 - D'une augmentation des exportations (les produits français seraient moins chers pour les étrangers)
 - La dette française resterait stable par rapport à la France mais se déprécierait pour les porteurs étrangers

➤ De sortir des traités européens

- Cela permettrait de :
 - Renouer avec le contrôle des mouvements de capitaux (interdits par l'article 63 du TFUE) = fin des délocalisations
 - Rendre son rôle à la banque de France de prêteur à taux 0 à l'Etat Français

Conséquence sur la dette d'une sortie de l'Euro

- **Jacques Sapir (2017)** : « Selon ces opposants (à la sortie de l'Euro), les dettes de la France seraient multipliées du simple fait de la dépréciation du Franc retrouvé. Ils affectent de ne pas croire en ce principe du droit international, la Lex Monetae, ou Loi Monétaire, qui indique précisément que **toute dette émise dans le droit d'un pays peut-être re-dénominée dans une nouvelle monnaie, si ce pays se décide à changer de monnaie.** »
- Certes, la BCE cesserait de racheter la dette de la France sur les marchés secondaires, ce qui potentiellement pourrait augmenter les taux d'intérêts.
- Mais le Franc nouveau perdait de la valeur par rapport à l'Euro (une étude de 2014 de Jacques Sapir et Philippe Murer évalue cette baisse à 15%) et donc la dette baisserait mécaniquement d'autant.
- Si la monnaie de la France était dévaluée, cela favoriserait notre compétitivité et nous permettrait d'exporter plus
- De plus les produits importés nous coûteraient plus cher et nous aurions intérêt à les produire nous-mêmes,
- Ces deux facteurs conjugués relanceraient notre industrie

En conclusion sur la dette

- Ce qui pose problème c'est d'une part le niveau d'endettement qui nous place hors des engagements que nous avons pris vis-à-vis de nos partenaires européens 120% du PIB alors qu'on s'était engagés à ne pas dépasser 60%
- C'est la nature de cette dette : permet-elle des retours sur investissements susceptibles de la rembourser (capital + intérêts) ?
- Il semble qu'au contraire nous nous endettions pour pénaliser davantage notre économie (production d'énergie intermittente)
- C'est le fait que des engagements soient pris au niveau supra national pour la France et qui grèvent encore plus la dette
- C'est le fait que les solutions pour résorber la dette ne soient pas envisageables dans le cadre des traités européens et dans le cadre de la BCE



L'euro numérique

L'euro numérique

➤ Caractéristiques de l'euro numérique

- C'est une monnaie basée sur une blockchain chaque transaction est tracée
- C'est une monnaie Banque Centrale
- C'est une cryptomonnaie garantie par la BCE
- Elle aura cours légal (on ne pourra pas la refuser et on sera obligé de l'utiliser pour certaines transactions avec l'Etat)

Les avantages qu'on nous présente

- Modernité et inclusivité (tout le monde pourra s'en servir sans avoir de compte en banque et sans téléphone mobile)
- Souveraineté vis-à-vis des US (visa, mastercard, paypal)
- Sécurité (garantie par la BCE)
- Utilisation gratuite mais comptes non rémunérés

Les inconvénients

- ➡ Les banques de dépôt auront moins de monnaie M0 pour garantir leurs prêts aux entreprises et aux particuliers (plafond de détention de 3000€)
- ➡ En cas de panne informatique que se passerait-il ? Si Visa ou Mastercard sont en panne on peut payer avec autre chose
- ➡ Quid de la sécurité (toutes les sécurités des systèmes informatiques ont été violés au moins une fois)

Répercussions sur la vie quotidienne

- Atteinte à la vie privée (habitudes de consommation)
- Plafonnement des dépenses facilité
- Obligation de consommer
 - Par l'instauration de taux négatifs
 - Par un crédit qui se périmé
- Interdiction de certaines transactions (crédit carbone)
- Fermeture de comptes bancaires potentiellement automatique par un algorithme sans décision de justice ni intervention humaine.

Les autres problèmes qu'on pourrait anticiper

- ➡ La traçabilité de la monnaie combinée avec l'identité numérique est un risque pour les citoyens qui sortent des sentiers battus
- ➡ Identité numérique = données de santé, d'Etat civil, patrimoniales, judiciaires
- ➡ Certains redoutent un crédit social à la Chinoise

Déclaration 04/2022 (du 10 octobre 2022)

- « Compte tenu **des risques potentiellement élevés pour les libertés et droits fondamentaux que le déploiement d'un tel projet pourrait entraîner pour les citoyens européens**, l'EDPB* a publié une lettre rappelant le principe de protection de la vie privée et des données dès la conception et par défaut et proposant ses conseils sur le sujet au cours de la phase exploratoire. »
- Peut-on faire confiance à l'UE pour protéger nos libertés fondamentales ? Notamment la liberté d'expression ?

EDPB est l'organisme chargé de la mise en application du règlement sur la protection des données : https://www.edpb.europa.eu/edpb_en

Où en sommes-nous ?

- 1er novembre 2023 : Lancement de la phase préparatoire.
- 2024 : Début de la phase pilote.
- Octobre 2025 mise en place au niveau du système bancaire
- 2026-2028 : Déploiement complet envisagé sous réserve que la phase législative soit achevée.
- Tout ce processus est en cours, la phase juridique n'est pas achevée

Réception du projet par les intéressés

- La plupart des pays du groupe de Visegrad (Pologne Hongrie République Tchèque Slovaquie) est contre
- Georgia Melonie a posé des conditions et menace de créer une monnaie numérique italienne
- Les banques sont vent debout contre le projet
- Les peuples n'ont pas conscience des enjeux on ne leur présente que les aspects pratiques

Peut-on encore reculer ?

- En théorie oui car le processus législatif n'est pas achevé
- En réalité la BCE a investi des Milliards d'euros dans le projet
 - La BCE estime le coût de l'euro numérique entre 4 et 5,77 milliards
 - PwC (cabinet d'audit) estime à 18 milliards
- Les banques restent sceptiques, et redoutent une fuite des dépôts
- Il faudrait un rejet massif des peuples mais ils ne sont pas informés

Avant l'Euro

- Sous l'occupation : <https://latetehautefrancaise.com/billets-pieces-france-1939-1945/>
- Le SME : https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_mon%C3%A9taire_europ%C3%A9en
- Réunion au département d'Etat américain dossier UPR : <https://www.upr.fr/wp-content/uploads/dossiers/DEPARTEMENT-D-ETAT-AMERICAIN-Note-du-11-juin-1965-V14.pdf>

Textes de référence

TUE : https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:9e8d52e1-2c70-11e6-b497-01aa75ed71a1.0009.01/DOC_2&format=PDF

TFUE : https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:9e8d52e1-2c70-11e6-b497-01aa75ed71a1.0009.01/DOC_3&format=PDF

L'Euro

- Le système européen de banques centrales et l'euro système : https://fr.wikipedia.org/wiki/Syst%C3%A8me_europ%C3%A9en_de_banques_centrales
- Les différentes pièces émises par les pays : <https://monnaies-euros.com/euros.php>
- Résumé étude Philippe Murer et Jacques Sapir : <https://aj-holbecq.fr/2014/05/04/288-scenarii-dissolution-de-leuro/>
- La tragédie de l'Euro (François Asselineau) : <https://www.upr.fr/conferences/la-tragedie-de-leuro/>
- Faut-il avoir peur de sortir de l'euro (François Asselineau) : <https://www.upr.fr/conferences/faut-il-avoir-peur-de-sortir-de-l-euro/>
- Soldes target 2 : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2021/05/04/les-desequilibres-target2-en-zone-euro>
- Sur le site Eurostat [les disparités de SMIC](#)
- Qui est Vincent Brousseau : <https://www.morpheus.fr/apres-15-ans-a-la-banque-centrale-europeenne-vincent-brousseau-temoigne/>
- Taux négatif et memorandum des banquiers centraux : <https://www.youtube.com/watch?v=JtXr1Zo3gOE>
- Sortir de l'euro pourquoi et comment (Vincent Brousseau) <https://www.upr.fr/conferences/sortir-de-l-euro-pourquoi-comment/>
- Le retour au franc (Vincent Brousseau) : <https://www.upr.fr/essentiel/reunion-secrete-11-juin-1965-departement-etat-americain-union-monetaire-europeenne/>
- Effondrement de l'euro par Joseph Stiglitz : <https://www.upr.fr/actualites/2017-pourrait-voir-leffondrement-de-leuro-lanalyse-de-joseph-stiglitz-prix-nobel-deconomie-rejoint-a-100-analyses-de-lupr/>

• La dette

- <https://horloge-de-la-dette-publique.com/dette-publique-france/>
- Mutualisation des dettes en Europe (François Asselineau) : <https://www.upr.fr/actualites/5-infox-sur-linitiative-franco-allemande-de-dette-europeenne/>
- Les 5 plans de relance créent une dette de 900 milliards d'euros <https://www.upr.fr/actualites/les-plans-de-relances-de-lue-chapitre-1-la-cacophonie-europeenne/>
- Charles de Gaulle à partir de la 20^{ème} minute : <https://fresques.ina.fr/de-gaulle/fiche-media/Gaulle00113/conference-de-presse-du-21-fevrier-1966.html>
- Jacques Sapir sur la lex monetae : <https://claudio-rochet.fr/lex-monetae-et-droit-europeen/>
- Marc Touati : <https://www.youtube.com/watch?v=Nc-qfiOCqF0> et <https://www.youtube.com/watch?v=hr-772Acf7Y>
- Véronique Besse : <https://www.bvoltaire.fr/tribune-je-suis-contre-lunion-europeenne-telle-quelle-sest-devoyee/>
- Duplomb : https://videos.senat.fr/video.5603144_691dcb0905352?timecode=2471000
- D'après la commission du sénat : https://www.senat.fr/fileadmin/cru-1759398938/Commissions/Finances/2025-2026/PLF_2026/Essentiel/Mission_Affaires_europeennes_Essentiel_post-commission.pdf
- IFRAP : poids des normes : <https://www.ifrap.org/europe-et-international/poids-des-normes-europeennes-le-chiffrage-de-la-fondation-ifrap>
- IFRAP : augmentation du budget européen : <https://www.ifrap.org/europe-et-international/contribution-de-la-france-lue-737-entre-2017-2027>
- 21 milliards d'euros à l'Ukraine : <https://www.youtube.com/watch?v=l2Xrbft3v2g>
- Mario Draghi sur C dans l'air : <https://www.youtube.com/watch?v=BvWf9yBsiUs>
- GOPE : https://commission.europa.eu/document/download/3fc66825-87e4-4ccd-98d1-8094997cf079_fr?filename=COM_2025_201_1_FR_ACT_part1_v2.pdf
- PMST : <https://www.budget.gouv.fr/reperes/psmt/articles/rapport-avancement-annuel-psmt>
- Règlement N° 1174/2011 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011R1174>
- Marc Touati : <https://www.youtube.com/watch?v=Nc-qfiOCqF0>

L'Euro numérique

- Le bitcoin <https://openclassrooms.com/fr/courses/3925766-comprendre-le-bitcoin-et-la-blockchain/3925801-une-breve-histoire-des-monnaies>
- Information gouvernementale : <https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/297781-euro-numerique-euro-mnbc-de-quoi-sagit-il>
- Déclaration 04/2022 : https://www.edpb.europa.eu/system/files/2024-01/edpb_guidelines_042022_calculationofadministrativefines_fr_0.pdf
- Prospective MoneyRadar : <https://www.youtube.com/watch?v=pd6nlprs3no>
- Etude auprès des populations : <https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecb~cde4bd616e.wp3035en.pdf?33bf2be9c5ed0fcd1e01afcb1a91eba4>